

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

**Séance du 30 mai 2012**

**PRESENTS :** M. Clerfayt, Bourgmestre; Mme Essaidi, MM. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Mme Jodogne, M. De Herde, Mmes Smeysters, Hemamou, Echevins; MM. Charels, Van Gorp, Grimberghs, Mmes Bouarfa, Nyssens, MM. El-Khattabi, Özkara, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Courthoex, Mmes Onkelinx, Durant, MM. Kekten, Köksal, Dönmez, Mme Aliç, M. Bouhjar, Mme Ozdemir, M. Nimal, Mmes Chan, Güles, MM. de Beaufort, Ayad, van de Werpe de Schilde, Mmes Nabant, Guisse, MM. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mmes Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM. Kaddour, Vanhalewyn, Mme Held, M. Van Goethem, Conseillers communaux; M. Bouvier, Secrétaire communal.

**#Objet : Taxe sur les lieux de prostitution en vitrine - Exercices 2012 à 2016 - Instauration - Approbation#**

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;  
Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;  
Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;  
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;  
Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;  
Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;  
Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;  
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;  
Vu les règlements communaux de police et d'Urbanisme sur les lieux de prostitution en vitrine ;  
Vu la situation financière de la commune ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;  
ARRETE : par 26 voix et 13 abstentions

TAXE SUR LES LIEUX DE PROSTITUTION EN VITRINES  
Exercices 2012 à 2016 – Instauration d'un nouveau règlement

**Article 1**

Il est établi pour les exercices 2012 à 2016, au profit de la commune de Schaerbeek, une taxe annuelle sur les lieux de prostitution en vitrines.

**Article 2**

Au sens du présent règlement, il convient d'entendre :

Par « Salon de prostitution en vitrine », toute construction, immeuble ou partie d'immeuble composé d'un salon dans lequel une ou plusieurs personnes se prostituent et d'une ou de plusieurs vitrines donnant sur la voirie, derrière la ou lesquelles cette ou ces personnes se présentent. Ces personnes se succèdent jour et nuit.

Par « Carrée », toute construction, immeuble ou partie d'immeuble composé d'une ou de plusieurs vitrines derrière la ou lesquelles la personne qui se prostitue est l'exploitante de la carrée.

Par « Vitrine », surface vitrée et transparente derrière laquelle une personne prostituée se trouve.

Par « Personne prostituée », personne qui, moyennant rémunération, se livre à des rapports intimes avec quiconque.

Par « Exploitant », personne physique en son nom propre ou personne physique représentant la personne morale qui exploite la carrée ou le salon de prostitution en vitrine.

Par « Chambre », lieu où concrètement le service sexuel a lieu. Par définition, les carrées n'en comptent qu'une seule.

**Article 3**

Les chambres tombant sous l'application du présent impôt ne sont pas visées par le règlement taxe sur la mise à disposition et location de chambres ou appartements meublés, que ce soit ou non dans le cadre d'une activité hôtelière.

.../...

#### **Article 4**

La taxe est due par l'exploitant(e) de l'immeuble ou partie de l'immeuble qui abrite l'activité décrite à l'article 2. A défaut de paiement par ce(tte) dernier(e), le propriétaire est tenu comme solidairement responsable du paiement de la taxe.

#### **Article 5**

° Pour un salon de prostitution en vitrine comportant une ou plusieurs chambres, le taux de la taxe est fixé, au 1<sup>er</sup> janvier 2012, à 8.000€ par chambre. Ce taux est majoré de 2,5% au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau repris ci-dessous :

EXERCICE 2013	EXERCICE 2014	EXERCICE 2015	EXERCICE 2016
8.200€	8.405€	8.615€	8.830€

° Pour une « carrée » comportant une seule chambre et pour autant que l'exploitant(e) y exerce seul(e) l'activité décrite à l'article 2, le taux de la taxe est fixé, au 1<sup>er</sup> janvier 2012 à 1.000€. Ce taux est majoré de 2,5% au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau repris ci-dessous :

EXERCICE 2013	EXERCICE 2014	EXERCICE 2015	EXERCICE 2016
1.025€	1.051€	1.077€	1.104€

#### **Article 6**

La base imposable est en tout point conforme à celle renseignée dans le certificat de conformité délivré par la commune.

#### **Article 7**

La taxe est due pour l'année entière et n'est pas divisible quelle que soit la date de début ou de cessation de l'activité.

#### **Article 8**

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une au plus tard le 30 novembre et de la renvoyer dans des modalités identiques à celles citées ci-dessus. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements des exercices ultérieurs successifs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

#### **Article 9**

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifierait l'annulation de cette procédure.

#### **Article 10**

La présente taxe est perçue par voie de rôle. Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

#### **Article 11**

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les revenus de 1992.

#### **Article 12**

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

**Article 13**

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois, à partir du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

**Article 14**

La présente délibération entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 30 mai 2012

Le Secrétaire communal,  
(s) Jacques BOUVIER

Le Bourgmestre-Président,  
(s) Bernard CLERFAYT

Pour expédition conforme  
Schaerbeek, le 5 juin 2012

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre  
Par délégation :

Jacques BOUVIER



Bernard GUILLAUME  
Echevin



UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

**Vergadering van 30 mei 2012**

**AANWEZIG** : De h. Clerfayt, Burgemeester; Mevr. Essaidi, de hh. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Mevr. Jodogne, de h. De Herde, Mevr. Smeysters, Hemamou, Schepenen; de hh. Charels, Van Gorp, Grimberghs, mevr. Bouarfa, Nyssens, de hh. El-Khattabi, Özkara, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Gourtheoux, mevr. Onkelinx, Durant, de hh. Kökten, Köksal, Dönmez, mevr. Aliç, de h. Bouhjar, mevr. Ozdemir, de h. Nimal, mevr. Chan, Güles, de hh. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, mevr. Nalbant, Guisse, de hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, de hh. Kaddour, Vanhalewyn, mevr. Held, de h. Van Goethem, Gemeenteraadsleden; de h. Bouvier, Gemeentesecretaris.

**#Onderwerp : Belasting op plaatsen met raamprostituees - Dienstjaren 2012 tot 2016 - Invoering - Goedkeuring#**

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de gemeentelijke reglementen van politie en Stedenbouw op de raamprostitutieruimten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT : met 26 stemmen en 13 onthoudingen

BELASTING OP DE RAAMPROSTITUTIERUIMTEN  
Dienstjaren 2012 tot 2016 –Invoering nieuw reglement

**Artikel 1**

Voor de dienstjaren 2012 tot 2016, wordt ten bate van de gemeente Schaarbeek, een jaarlijkse belasting geheven op de raamprostitutieruimten.

**Artikel 2**

In dit reglement moet worden verstaan:

Onder "Salon voor raamprostitutie", elk gebouw, pand of deel van een pand dat bestaat uit een salon waarin een of meerdere personen zich prostitueren en uit een of meerdere vitrines die uitgeven op de openbare weg, waarachter die persoon of personen zich voorstellen. Die personen volgen elkaar dag en nacht op.

Onder "Peeskamer", elk gebouw, pand of deel van een pand dat bestaat uit een of meerdere vitrines waarachter de persoon die zich prostitueert de uitbater is van de peeskamer.

Onder "Vitrine", doorzichtig glasoppervlak waarachter zich een persoon bevindt die zich prostitueert.

Onder "Persoon die zich prostitueert", persoon die tegen vergoeding, intieme handelingen met wie dan ook verricht.

Onder "Uitbater", natuurlijke persoon in eigen naam of natuurlijke persoon als vertegenwoordiger van de rechtspersoon die het salon voor raamprostitutie of de peeskamer uitbaat.

Onder "Kamer", plaats waar de seksuele dienst concreet wordt verstrekt. Peeskamers bestaan per definitie slechts uit één kamer.

**Artikel 3**

De kamers die onder de toepassing van het huidige reglement vallen, worden, zijn vrijgesteld van de belasting op het ter beschikking stellen en de verhuur van gemeubelde kamers of appartementen, al dan niet in het kader van een hotelactiviteit.

#### **Artikel 4**

De belasting is verschuldigd door de uitbater van het gebouw of gedeelte van het gebouw, waar de activiteit plaatsvindt zoals vermeld in artikel 2. In geval van nalatigheid van deze laatste, zal de eigenaar hoofdelijk aansprakelijk worden gesteld voor de betaling van de belasting.

#### **Artikel 5**

° Voor een salon voor raamprostitutie met één of meerdere kamers, is de aanslagvoet op 1 januari 2012 vastgesteld op 8.000€ per kamer. Deze aanslagvoet zal op 1 januari van de volgende jaren worden verhoogd met 2,5%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2013	Dienstjaar 2014	Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016
8.200€	8.405€	8.615€	8.830€

° Voor een peeskamer met slechts één kamer en in zoverre de uitbater/uitbaatster zelf de activiteit omschreven in artikel 2 uitoefent, is de aanslagvoet op 1 januari 2012 vastgesteld op 1.000€. Deze aanslagvoet zal op 1 januari van de volgende jaren worden verhoogd met 2,5%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2013	Dienstjaar 2014	Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016
1.025€	1.051€	1.077€	1.104€

#### **Artikel 6**

De belastbare basis is volledig in overeenstemming met deze vermeld op het conformiteitscertificaat afgeleverd door de gemeente.

#### **Artikel 7**

De belasting is verschuldigd voor het gehele jaar en is niet deelbaar, ongeacht de start- of einddatum van de activiteit

#### **Artikel 8**

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van dat jaar, moet worden teruggestuurd. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben zijn ertoe gehouden er één te vragen vóór 30 november en deze vervolgens terug te sturen op de identieke wijze als hierboven vernoemd. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de inkohiering voor de komende jaren en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

#### **Artikel 9**

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met hetzelfde bedrag van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure zou rechtvaardigen.

#### **Artikel 10**

De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier. De belastingkohieren worden vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

#### **Artikel 11**

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek van betaling binnen de vastgestelde termijn, zullen verwijlntresten worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgesteld in artikel 414 van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen voor 1992.

#### **Artikel 12**

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

**Artikel 13**

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de derde werkdag volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

**Artikel 14**

Dit huidige raadsbesluit treedt in voege, op 1 januari 2012.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 30 mei 2012

De Gemeentesecretaris,  
(g) Jacques BOUVIER

De Burgemeester-Voorzitter,  
(g) Bernard CLERFAYT

Voor eensluidend afschrift :  
Schaarbeek, 5 juni 2012

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester  
In opdracht :

Jacques BOUVIER



Bernard GUILLAUME  
Schepen